



CCAM Workshop in the news

*CLIMATE CHANGE IN THE
MAGHREB: THRESHOLDS AND
LIMITS TO ADAPTATION*

Marrakesh, 2008



Atelier international sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb

par Unisféra-pour OIF-IEPF | Thématique: [Desertification](#) | Rubrique: [Manifestations Colloques](#)

Portail Afrique, 17/11/08 à 19h38 GMT




L'université de Marrakech organise, en partenariat avec l'OSS, la DMN, le CRDT et START, et avec le soutien de programme ACCA/CRDI, un atelier international sur le thème " Changement climatique au Maghreb : seuils et limites de l'adaptation ". L'atelier aura lieu les 25-26 novembre 2008 à Marrakech, Maroc.

L'objectif de l'atelier est de permettre aux scientifiques et techniciens du Maghreb d'enrichir les débats sur l'adaptation au changement climatique. Parmi les principaux objectifs de l'atelier, on peut citer : la contribution aux réflexions sur des stratégies d'adaptation efficaces à élaborer et à mettre en oeuvre, le relevé des contraintes et obstacles qui entravent les capacités adaptatives de la région, l'identification des moyens de les surmonter afin de faciliter la résilience face aux changements climatiques.

MarrakechNews

... La proximité d'abord



LIVRAISON

PLUS DE 140 MODÈLES

PUBLICITE

القسم العربي
Accueil
Poster un article
Galerie
Annuaire
Téléchargement
Contact
RSS

Colloque à Marrakech : Le changement climatique et adaptation au Maghreb

Communiqué -MN

Marrakech - Thème d'un Atelier International du 25 au 28 Novembre à Marrakech, adaptation au changement climatique et possibilités d'action au Maghreb : Transformer les préoccupations liées au réchauffement de la planète en changements de comportement, lit-on dans un communiqué de presse reçu par eMarrakech Info.

Le changement climatique constitue un problème de taille pour le développement économique et social.

Les pays du Maghreb sont particulièrement vulnérables, car leurs économies sont généralement plus dépendantes de ressources naturelles sensibles au climat, et aussi parce qu'ils sont moins aptes à faire face aux répercussions du changement climatique.

Les conséquences de celui-ci peuvent être particulièrement graves pour la réalisation des objectifs de développement liés aux groupes et aux communautés les plus vulnérables.



Le consensus croissant, tant scientifique que politique, sur la réalité et les causes du changement climatique appelle une réponse concertée de tous les pans de la société, y compris des citoyens (actions du bas vers le haut).

Pour susciter une vaste adhésion du public à de nouvelles politiques et actions collectives, une communication efficace, des activités de sensibilisation et des efforts d'éducation seront toutefois nécessaires (actions du haut vers le bas).

Avant de s'attaquer au changement climatique, les gens doivent d'abord comprendre les questions et les défis auxquels ils sont confrontés.

Ils doivent savoir que le changement climatique est une réalité et comprendre ce que cela signifie pour eux. Plus important encore, ils doivent savoir ce qu'ils peuvent faire face à ce problème.

Dans cette perspective et le cadre des activités du programme "Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique" (ACCA), l'université Cadi Ayyad représentée par la Faculté des Sciences Semlalia,

le Centre de Développement de la Région de Tensift (CDRT) et la Division de la Météorologie Nationale (DMN) organisent, avec leurs partenaires nationaux et internationaux (OSS, START et DIVERSITAS Maroc) un atelier sur le Changement Climatique au Maghreb les 25 et 26 novembre 2008.

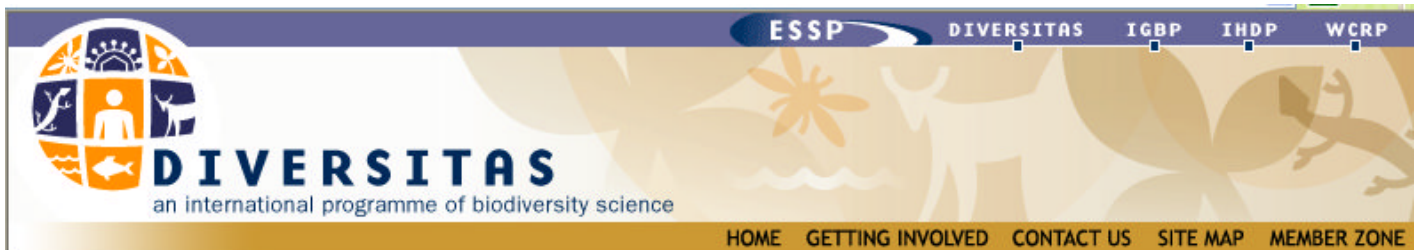
L'atelier intitulée "Adaptation au changement climatique au Maghreb: seuils et limites d'adaptation abordera des questions sur les lignes d'action à prendre afin de développer des stratégies d'adaptation dans les secteurs où le niveau actuel des connaissances est suffisant,

amélioration des connaissances en matière d'adaptation grâce à la recherche au niveau communautaire et à l'échange d'informations,

création d'un groupe consultatif maghrébin sur l'adaptation au changement climatique, chargé d'analyser des stratégies et des actions coordonnées.

Le changement climatique nous concerne tous. C'est pourquoi tous les acteurs, au sens le plus large du terme, sont invités à participer activement à cet atelier,

du citoyen lambda aux pouvoirs publics, en passant par le secteur privé, les entreprises, les villes, les milieux universitaires, les réseaux, les décideurs publics et politiques à tous les niveaux, les associations et les ONG.



November 2008

[TOP OF PAGE](#)

25 November 2008 - 26 November 2008 - Marrakech, Morocco

International Workshop: Climate change in the Maghreb: thresholds and limits to adaptation

Click [here](#) for more information

Contact: [Mohammed Messouli](#)

17 November 2008 - 21 November 2008 - Paris, France

Journées scientifiques 2008: Entreprises et biodiversité

More information: <http://www.epbrsparis2008.fr>

17 November 2008 - 21 November 2008 - Noumea, New Caledonia

SPIE Asia-Pacific Remote Sensing Conference

More information: <http://spie.org/asia-pacific-remote-sensing.xml>



A Climate Change Impact on the Maghreb Workshop - Marrakech, Morocco, November 25-26, 2008.

Posted on Sustainabilitank.info on September 16th, 2008
by Pincas Jawetz (PJ@SustainabiliTank.com)

From: [messouli at gmail.com](mailto:messouli@gmail.com)
Subject: workshop CC
Date: September 14, 2008

The University of Marrakech and its partners (DMN, CDRT, START, OSS), with the support of the Climate Change and Adaptation in Africa program (CCAA), announce a two day international workshop to be held on 25 and 26 of November 2008 in Marrakech. The title of the conference is "Climate change in the Maghreb: thresholds and limits to adaptation

The overall objective of this conference is to consider strategies for adapting to climate change, in particular to explore the potential barriers to adaptation that may limit the ability of societies in the Maghreb countries to adapt to climate change and to identify opportunities for overcoming these barriers

Deadline for Submission of Abstracts is 10 October 2008.

to register, please go to this link at your soonest convenience and discover other information on the workshop:
<http://www.ucam.ac.ma/ccam/ccamaccueil.html>

ILS ONT DIT...



Mohamed Senouci (ARCE, Algérie)

Les événements récents d'octobre 2008 ont montré que la région du Maghreb est extrêmement vulnérable aux phénomènes climatiques extrêmes. L'adaptation aux impacts du changement climatique exige une mobilisation de toutes les ressources pour atténuer de tels effets à l'avenir. Le rôle des scientifiques est essentiel pour définir une stratégie cohérente à l'échelle régionale. C'est l'objectif essentiel de ce Workshop qui tentera de faire le point sur les seuils et les limites de



Mohamed Yacoubi-Khebiza (UCA Marrakech)

L'adaptation au Changement Climatique dans le Maghreb nécessite des efforts au niveau de la recherche, de l'observation, de l'éducation, du transfert des technologies et de l'identification des mesures d'atténuation adéquates. L'amélioration des capacités d'adaptation passe certainement par le renforcement des compétences et par la création d'un cadre de travail collectif, qui implique les organismes de recherches, les gestionnaires et les décideurs politiques.



Mohamed Zmerli (Ministère Environnement Tunisie)

Tous les projets de gestion et de valorisation des ressources en eau ainsi que la préservation des zones côtières contre l'élévation du niveau de la mer réalisées dans la région du Maghreb visent à atténuer les effets des changements climatiques dans la région du Maghreb et à mieux protéger les écosystèmes.



Laila Mandi (CDRT Marrakech)

Les problèmes d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques dans le Maghreb font partie des préoccupations du centre du développement de la région du Tensift. Dans ce cadre, plusieurs projets ont été réalisés, entre autres le projet de lutte contre la pollution atmosphérique à Marrakech et le projet d'installation des systèmes de sécurité des fours.

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Vend. 5 - Sam. 6 décembre 2008

N° 5500 - Dix-neuvième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1 €. USA : 2,15 \$. ISSN : 1111-0333 - <http://www.elwatan.com>

En raison de l'Aïd El Adha,
le SUPPLÉMENT ÉCONOMIE
sera distribué dimanche
dans vos kiosques

MOHAMED ZMERLI. *Directeur au ministère tunisien de l'Environnement*⁽¹⁾

«Nous devons surélever le littoral»

Propos recueillis à Marrakech par
Mélanie Matarese

Les Tunisiens ont adopté une stratégie agriculture et changement climatique depuis 2002 ! Au Maghreb, vous faites figure de précurseurs...

Si nous avons choisi de faire de l'agriculture une priorité, c'est parce qu'elle occupe une place très importante dans notre pays, environ 13% du PIB. C'est aussi le secteur le plus vulnérable aux changements climatiques. Cette stratégie agricole et changement climatique comprend donc plusieurs programmes, dont un pour l'eau, qui lui-même inclut plusieurs volets. Un sur la mobilisation des ressources : nous savons que nous exploitons 90% de nos ressources en eau et nous projetons de passer à 75% d'ici à 2011. Dans un autre volet, nous prévoyons de faire des économies sur ce que nous exploitons (subventions aux agriculteurs pour les aider à rationaliser l'utilisation de l'eau). Enfin, un troisième volet planifie le recyclage des eaux usées. Nous en réutilisons 30% et l'objectif est de 40%.

Le tourisme aussi occupe une place importante dans votre économie. L'avez-vous intégré à votre stratégie ?

Nous avons mené une autre étude sur le littoral, où se concentrent 90% de l'activité touristique et deux tiers de la population. Elle nous a permis de mesurer l'impact du changement climatique : salinisation de 53% de nos nappes côtières et érosion du littoral. Sur nos 1500 km de côtes, l'étude a défini 100 km très vulnérables et 40 km qui exigent une intervention d'urgence. Techniquement, nous savons comment procéder. Contre l'érosion, il

faut recharger en sable équivalent au sable perdu et comparable à l'écosystème d'origine, et construire des épis de protection. Autre solution, plus lourde : rehausser les constructions dans les zones les plus vulnérables. Cela coûte très cher — 1% de notre PIB —, mais l'impact économique serait beaucoup plus coûteux si on laissait faire puisqu'il a été évalué à 1,2% du PIB.

Quelle est la position de la Tunisie sur la question des émissions de gaz à effet de serre ?

Le protocole de Kyoto identifie des seuils d'émissions que certains pays ne doivent pas dépasser. La Tunisie, au même titre que la plupart des pays en voie de développement, n'est pas concernée. Pour autant, nous allons «vendre» nos réductions. Qu'est-ce que cela signifie ? Prenons un pays obligé de réduire ses émissions de 1 million de tonnes d'ici à 2012. Il sait qu'il ne pourra pas aller au-delà de 500 000 T, mais doit pourtant trouver une solution rapidement. Alors il va demander à un autre pays, qui n'est pas tenu de le faire, de réduire ses émissions et les lui acheter. Le pays volontaire va réaliser un projet — reboisement, traitement des déchets, installation d'énergies propres... — qui, après validation par des experts internationaux, recevra un certificat de la Banque mondiale.

Ce certificat se vendra ensuite dans une bourse que l'on appelle le Fonds carbone. Comme en Tunisie, nous n'avons pas les moyens de financer de tels projets, nous avons souscrit un crédit auprès de la Banque mondiale, qui nous donne une avance pour l'achat de ce certificat. Nous avons actuellement deux projets en cours dans le traitement des déchets et un portefeuille de plus de cinquante projets en prévision.

Mél. M.

GUY JOBBINS. *Administrateur de programmes ACCA* pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient*⁽¹⁾

«Un projet à l'étude en Algérie»

Le programme d'adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA) soutient une trentaine de projets en Afrique, dont sept en Afrique du Nord. Combien en Algérie ?

Pour l'instant aucun mais nous espérons pouvoir aider, à partir du mois d'avril prochain, une équipe de chercheurs d'Oran qui travaillent sur la leishmaniose. Une des missions du programme est d'appuyer ce que nous appelons la «recherche-action». C'est-à-dire quand les scientifiques vont au contact des populations les plus vulnérables pour comprendre leurs besoins.

Sur quoi travaillent vos voisins ?

Nous soutenons par exemple quatre projets au Maroc, dont un lié à la montée du niveau de la mer à Nador, près de la frontière algérienne. Un en Tunisie, comme en Algérie, sur la leishmaniose. Et deux en Egypte. Un d'entre eux porte sur l'adaptation des populations nouvellement installées dans la région d'Assouan, une zone que le gouvernement veut développer en région agricole. Les communautés doivent y relever un double défi : à la fois s'adapter au milieu et aux changements climatiques qui accentuent la sécheresse.

Comment expliquer que vous soutenez si peu de projets en Algérie — et globalement du Maghreb — alors que les problèmes de vulnérabilité sont nombreux : surpâturage, érosion côtière, urbanisation des zones à risques...

Tout simplement parce que nous n'avons pas reçu de projets. Attention, cela ne veut pas dire que la recherche est inexistante. Mais je crois que contrairement à l'Afrique subsaharienne, les pays d'Afrique du Nord se tournent naturellement vers l'Europe. Il y a peut-être aussi un problème d'accès à l'information ?

Il faut dire que les scientifiques ne sont pas très valorisés par les décideurs politiques, donc peu incités à faire des recherches dans le sens des enjeux économiques du pays ?

Sans doute les politiques doivent faire des efforts pour aller vers les scientifiques mais ces derniers doivent aussi faire de leur mieux pour apporter une réponse immédiate. Si un décideur vient consulter un chercheur sur une question pour trouver une solution à son échelle de temps, c'est-à-dire du court terme, ce chercheur ne doit pas lui répondre : «Ok, revenez dans trois ans le temps qu'on fasse une étude.» Il faut trouver une solution, imaginer une stratégie politique flexible et adaptable aux résultats des recherches. Tout cela est encore expérimental.

Mél. M.

(*) Le programme d'adaptation aux changements climatiques en Afrique (ACCA), financé par les Canadiens et les Britanniques, vise à renforcer les capacités des pays d'Afrique à s'adapter aux changements climatiques, en impliquant les chercheurs locaux en leur facilitant la recherche sur le terrain, la formation et l'échange avec d'autres scientifiques via un réseau Internet.

(1) Rencontres lors de l'Atelier international sur les changements climatiques au Maghreb, qui s'est tenu à Marrakech les 26 et 27 novembre.

LE MATIN

LE MATIN DU SAHARA ET DU MAGHREB

www.lematin.press.ma

26

ENVIRONNEMENT

LE MATIN • LUNDI 24 NOVEMBRE 2008

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Il faut se préparer à la montée des océans

Un atelier International sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb sera organisé les 26 et 27 à Marrakech

RACHID TARIK

Une des conséquences les plus certaines du changement climatique (CC) est l'élévation du niveau de la mer, induite par l'expansion thermique des océans et la fonte des glaciers. Selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007, le niveau de la mer s'est élevé en moyenne de 10 à 25 cm au cours des cent dernières années et il augmentera de 18 à 59 cm d'ici fin 2100.

Ces estimations sont considérées optimistes par plusieurs sources qui prévoient des élévations variant de 1 à 2 mètres. Un tel phénomène aura des effets néfastes sur des zones côtières et surtout sur celles où

les activités humaines sont importantes. Compte tenu de son poids sociodémographique, le littoral marocain constitue un enjeu important. Cependant, face à ce risque, les potentialités économiques de ces zones risquent d'être compromises si des mesures d'adaptation ne sont pas envisagées en matière de planification territoriale. «Il faut que les législateurs et les aménageurs prennent en considération, dans leur planification, les impacts éventuels des bouleversements du climat surtout quand il s'agit de zones côtières qui se trouvent sur de basses altitudes et qui sont très vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et aux événements climatiques extrêmes qui peuvent engendrer des crues et des inondations à l'instar de ce

qui s'est passé dans certaines régions du Maroc et plus particulièrement au niveau du littoral des provinces de Berkane et Nador», lance Abdellatif Khattabi, professeur à l'Ecole nationale forestière d'ingénieurs (ENFI) de Salé et coordinateur du projet Adaptation au changement climatique au Maroc (ACCMA), dont quelques résultats préliminaires seront présentés lors de l'atelier international «Adaptation au changement climatique et possibilités d'action au Maghreb: transformer les préoccupations liées au réchauffement de la planète en changement de comportements», qui aura lieu les 26 et 27 novembre à Marrakech. Le projet ACCMA, qui représente une initiative-pilote d'adaptation au changement climatique

dans le Royaume, cofinancé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), dans le cadre du programme d'Adaptation au changement climatique en Afrique (ACCA), a pour mission de sensibiliser les populations du littoral méditerranéen oriental en matière de changement climatique et de renforcer les capacités des acteurs pour évaluer la vulnérabilité et les mesures d'adaptation dans différents secteurs. Ainsi, pour ne pas revivre le cauchemar des habitants, victimes dernièrement d'inondations résultant de pluies diluviennes et du manque de stratégie d'adaptation au changement climatique, des mesures urgentes s'im-

posent en matière de sensibilisation, de protection et de réglementation pour pallier les défaillances existantes. «Un rapport réalisé sur l'analyse institutionnelle, législative et la planification territoriale traitant de la gestion du littoral révèle qu'il n'existe aucune prise en considération des impacts des changements du climat», ajoute Khattabi.

Par ailleurs, une étude portant sur l'évolution du trait de côte des cordons dunaires de la lagune de Nador et du littoral Saidia-Ras El Ma entre 1986 et 2006, réalisée dans le cadre du projet ACCMA, indique que l'érosion a fait disparaître plusieurs hectares de plages et que la vitesse de recul a dépassé un mètre par an dans certaines parties des côtes. Par exemple,

dans le village Kariat Arekmane dans la province de Nador, les fondations de certaines habitations, qui ont été construites il y a une trentaine d'années à une cinquantaine de mètres loin du trait de côte, sont actuellement envahies par l'eau.

Cette érosion risquerait de s'amplifier dans le futur avec l'élévation potentielle du niveau marin et avec des interventions humaines qui limiteraient les apports continentaux qui alimentent les plages en sédiments. Ce qui a fait dire dernièrement à la directrice exécutive du programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la Tanzanienne Anna Tibaijuka, qu'il est urgent de préparer les villes côtières à la montée annoncée des océans. ■



**Informations et ressources scientifiques
sur le développement des zones
arides et semi-arides**



[A propos de ce site](#) • [Lettre électronique](#) • [Contacts](#) • [Plan du site](#) • [Recherche](#)

[Actualités](#) • [Revue électronique](#) • [Organismes de recherche](#) • [Périodiques](#) • [Thèses](#) • [Sites utiles](#) • [Bibliographies](#)

Actualités Agenda

Atelier international sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb

Université de Marrakech, OSS, DMN, CRDT et START, programme ACCA/CRDI
Marrakech, Maroc 25-26 novembre 2008.

► Atelier international sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb

- *Marrakech, Maroc 25-26 novembre 2008.*

► **Organisation** : Université de Marrakech en partenariat avec l'OSS, la DMN, le CRDT et START, et avec le soutien de programme ACCA/CRDI,

► Objectifs

L'objectif de l'atelier est de permettre aux scientifiques et techniciens du Maghreb d'enrichir les débats sur l'adaptation au changement climatique. Parmi les principaux objectifs de l'atelier, on peut citer : la contribution aux réflexions sur des stratégies d'adaptation efficaces à élaborer et à mettre en œuvre, le relevé des contraintes et obstacles qui entravent les capacités adaptatives de la région, l'identification des moyens de les surmonter afin de faciliter la résilience face aux changements climatiques.

► Thèmes

- Theme 1 : Understanding ecosystem thresholds in climate change in the Maghreb
- Theme 2 : Adaptation Catalyst Metrics ; indicators for measuring the effectiveness of adaptation. The theme will have four topics focusing on
 - (i) methodological issues,
 - (ii) indicators in the agriculture sector,
 - (iii) indicators in the water sector, and
 - (iv) policy implications of adaptation metrics.
- Theme 3 : What are the institutional changes required to address climate change ?

► Key questions to be addressed during the theme will include :

- What are the barriers to adaptation within various governance structures ?
- In what ways does the uncertainty about climate change act as a limitation for government institutions to response to climate change ?
- What sort of information are needed at each level of governance city, region, and country to response effectively to climate change and design and implement successful strategies ?
- What is role of research and development R&D and technology development comes to play to ease climate change impacts ?
- Can the government structure be an obstacle against design, planning, and implementation of successful climate change mitigation and or adaptation strategies ? How to identify and overcome such contradiction if present.

Changements climatiques et phénomènes extrêmes: Le Maroc doit s'adapter

◆ Changements climatiques et phénomènes extrêmes: Le Maroc doit s'adapter

D'après les scientifiques les intempéries qui touchent actuellement le Maroc sont en relation directe avec les changements climatiques constatés partout sur notre planète. Après des années de sécheresse, cette saison, c'est sous forme de fortes pluies que toute notre région du Maghreb est affectée.

Ces intempéries ont pris depuis quelques semaines un caractère orageux brutal rapporte le quotidien L'Opinion. Selon les climatologues, elles devraient se poursuivre pendant cette saison d'automne et l'hiver prochain.

Des techniques à exploiter

Que faire pour limiter l'impact néfaste des phénomènes extrêmes et en tirer profit ? Des technologies de plus en plus pointues permettent de prédire et suivre de tels événements météorologiques indique le Pr. Mohammed-Saïd du Centre de Recherche de Climatologie de l'Université Hassan II.

D'autres études réalisées dans ce domaine permettent de prédire les précipitations au Maroc par la surveillance et le suivi de l'état des océans Pacifique et Atlantique, et l'observation spatiale donne aujourd'hui les renseignements océanographiques avec une précision inégalée.

Le Pr. Karrouk considère que ces techniques devraient servir comme outil d'aide pour les décideurs en vue d'une planification efficace contre les risques d'insécurité environnementale et sociale pour un développement durable. Elles donnent la possibilité aux décideurs politiques et aux acteurs socio-économiques de se préparer à l'avance à une gestion planifiée de l'année hydrologique.

Si on ne peut éviter les caprices climatiques, conclut le Pr Karrouk, les recherches sur leur prévision, leur évolution et sur leurs impacts doivent permettre toutefois de prévenir et ainsi d'atténuer leurs effets néfastes.

Stratégies d'adaptation

Les progrès techniques, poursuit le chercheur, ont élargi les possibilités d'adaptation des systèmes gérés par l'homme, afin de limiter les effets négatifs de l'évolution du climat et pour bénéficier de ses effets positifs, indique le climatologue.

Les solutions permettant de faire face aux incidences possibles de l'évolution du climat et aux incertitudes croissantes quant à l'offre et la demande d'eau douce à l'avenir, passent par une gestion plus efficace des ressources et de l'infrastructure actuelles.

Des dispositions institutionnelles devraient en effet établir une gestion rationnelle de l'eau d'amont en aval.

En matière d'agriculture, par exemple, ces mesures consistent à modifier les cultures ou les variétés cultivées, à améliorer les techniques de gestion des eaux et d'irrigation et à modifier le calendrier des plantations et les techniques agricoles.

Cependant, note le Pr Karrouk, l'accès à ces techniques et aux informations appropriées dans de nombreuses régions rurales est actuellement limité.

L'efficacité et l'utilisation à bon compte des stratégies d'adaptation vont dépendre de la disponibilité des ressources financières, des transferts de technologies et des pratiques culturelles, pédagogiques, administratives, institutionnelles, juridiques et réglementaires sur le plan national et international.

Citation:

Colloque à Marrakech

La question du dérèglement climatique au Maghreb sera au centre d'un colloque international organisé à Marrakech, du 25 au 28 novembre prochain, sous l'égide du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec).

Une rencontre qui n'est pas fortuite vues les dernières inondations cause de nombreuses victimes et de dégâts matériels importants. Des intempéries que les experts qualifient comme étant corollaires du changement climatique.



Observatoire du Sahara et du Sahel
Cadre novateur pour le développement durable en Afrique

Accueil Nos programmes A propos de l'OSS Notre réseau Ressources Médias Nous contacter Fr En

Accueil > Nouvelles > Atelier international sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb

Rechercher...
OK

Atelier international sur l'adaptation au changement climatique au Maghreb



L'université de Marrakech organise, en partenariat avec l'OSS, la DMN, le CRDT et START, et avec le soutien de programme ACCA/CRDI, un atelier international sur le thème « Changement climatique au Maghreb : seuils et limites de l'adaptation ». L'atelier aura lieu les 25-26 novembre 2008 à Marrakech, Maroc.

Objectifs

L'objectif de l'atelier est de permettre aux scientifiques et techniciens du Maghreb d'enrichir les débats sur l'adaptation au changement climatique. Parmi les principaux objectifs de l'atelier, on peut citer : la contribution aux réflexions sur des stratégies d'adaptation efficaces à élaborer et à mettre en œuvre, le relevé des contraintes et obstacles qui entravent les capacités adaptatives de la région, l'identification des moyens de les surmonter afin de faciliter la résilience face aux changements climatiques.

Résumés

Les résumés doivent être envoyés à messouli@gmail.com au plus tard le **10 octobre 2008**.

Inscription et information

Pour s'inscrire ou obtenir plus d'informations sur l'atelier, suivez ce lien : <http://www.ucam.ac.ma/ccam/ccamaccueil.html>

Accueil ■ Agenda maghrébin ■ Séminaire : «Changement climatique au Maghreb» (Marrakech, 25-26/11/8)



UNION DES JEUNES EURO-MAGHRÉBINS

■ Séminaire : «Changement climatique au Maghreb» (Marrakech, 25-26/11/8)



Written by Webmaster
Friday, 03 October 2008

Séminaire international

«Changement climatique au Maghreb»

25 et 26 novembre à Marrakech, Maroc

"Changement climatique au Maghreb : seuils et limites d'adaptation" est le thème principal d'un séminaire prévu les 25 et 26 novembre prochain à Marrakech, à l'initiative de la faculté des sciences Semlalia, relevant de l'Université Cadi Ayyad (UCAM).

Initiée en partenariat notamment avec des acteurs internationaux et nationaux dont le Centre de Développement de la région de Tensift (CDRT) et la Direction de la météorologie nationale (DMN), cette manifestation scientifique s'inscrit dans le cadre des activités du programme Adaptation aux Changements Climatiques en Afrique (ACCA).

Ce rendez-vous scientifique qui devra réunir une centaine d'experts et spécialistes nationaux et internationaux, s'assigne pour objectif principal de sortir avec des recommandations permettant de définir, pour le Maghreb, les stratégies d'adaptation aux changements climatiques les plus appropriés et les plus efficaces.

Il sera également l'occasion pour les participants, qu'ils soient chercheurs, développeurs ou décideurs d'étudier ensemble la constitution d'un groupe consultatif maghrébin sur l'adaptation au changement climatique qui aura pour mission d'analyser des stratégies et des actions coordonnées.

De l'avis des organisateurs, le changement climatique constitue un problème de taille pour le développement économique et social notamment dans les pays du Maghreb qui sont particulièrement vulnérables, car leurs économies sont généralement plus dépendantes de ressources naturelles sensibles au climat, outre le fait qu'ils sont moins aptes à faire face aux répercussions de ce phénomène.

Et d'ajouter que les conséquences du changement climatique peuvent être particulièrement graves pour la réalisation des objectifs de développement liés aux groupes et aux communautés les plus vulnérables.

Ils estiment dans ce sens que le consensus croissant, tant scientifique que politique, sur la réalité et les causes du changement climatique appelle une réponse concertée de tous les pans de la société, y compris des citoyens, notant que pour susciter une vaste adhésion du public à de nouvelles politiques et actions collectives, une communication efficace, des activités de sensibilisation et des efforts d'éducation seront toutefois nécessaires.

"Compréhension des seuils des écosystèmes dans les changements climatiques au Maghreb", "indicateur de mesure de l'efficacité d'adaptation", "quels sont les changements institutionnels requis pour aborder le changement climatique", et "thèmes libres, en relation avec le changement climatique au Maghreb", sont les principaux thèmes autour desquels se focaliseront les débats lors de cette rencontre.

Réchauffement climatique: Il faut se préparer à la montée des océans



Un atelier international sera organisé les 26 et 27 novembre à Marrakech

Publié le : 23.11.2008 | 11h31

23

Une des conséquences les plus certaines du changement climatique (CC) est l'élévation du niveau de la mer, induite par l'expansion thermique des océans et la fonte des glaciers.

Selon le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié en 2007, le niveau de la mer s'est élevé en moyenne de 10 à 25 cm au cours des cent dernières années et il augmentera de 18 à 59 cm d'ici fin 2100.

Ces estimations sont considérées optimistes par plusieurs sources qui prévoient des élévations variant de 1 à 2 mètres. Un tel phénomène aura des effets néfastes sur des zones côtières et surtout sur celles où les activités humaines sont importantes. Compte tenu de son poids sociodémographique, le littoral marocain constitue un enjeu important. Cependant, face à ce risque, les potentialités économiques de ces zones risquent d'être compromises si des mesures d'adaptation ne sont pas envisagées en matière de planification territoriale.

«Il faut que les législateurs et les aménageurs prennent en considération, dans leur planification, les impacts éventuels des bouleversements du climat surtout quand il s'agit de zones côtières qui se trouvent sur de basses altitudes et qui sont très vulnérables à l'élévation du niveau de la mer et aux événements climatiques extrêmes qui peuvent engendrer des crues et des inondations à l'instar de ce

qui s'est passé dans certaines régions du Maroc et plus particulièrement au niveau du littoral des provinces de Berkane et Nador», lance Abdellatif Khattabi, professeur à l'Ecole nationale forestière d'ingénieurs (ENFI) de Salé et coordinateur du projet Adaptation au changement climatique au Maroc (ACCMA), dont quelques résultats préliminaires seront présentés lors de l'atelier international «Adaptation au changement climatique et possibilités d'action au Maghreb: transformer les préoccupations liées au réchauffement de la planète en changement de comportements», qui aura lieu les 26 et 27 novembre à Marrakech.

Le projet ACCMA, qui représente une initiative-pilote d'adaptation au changement climatique dans le Royaume, cofinancé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), dans le cadre du programme d'Adaptation au changement climatique en Afrique (ACCA), a pour mission de sensibiliser les populations du littoral méditerranéen oriental en matière de changement climatique et de renforcer les capacités des acteurs pour évaluer la vulnérabilité et les mesures d'adaptation dans différents secteurs. Ainsi, pour ne pas revivre le cauchemar des habitants, victimes dernièrement d'inondations résultant de pluies diluviennes et du manque de stratégie d'adaptation au changement climatique, des mesures urgentes s'imposent en matière de sensibilisation, de protection et de réglementation pour pallier les défaillances existantes. «Un rapport réalisé sur l'analyse institutionnelle, législative et la planification territoriale traitant de la gestion du littoral révèle qu'il n'existe aucune prise en considération des impacts des changements du climat», ajoute Khattabi.

Par ailleurs, une étude portant sur l'évolution du trait de côte des cordons dunaires de la lagune de Nador et du littoral Saidia-Ras El Ma entre 1986 et 2006, réalisée dans le cadre du projet ACCMA, indique que l'érosion a fait disparaître plusieurs hectares de plages et que la vitesse de recul a dépassé un mètre par an dans certaines parties des côtes. Par exemple, dans le village Kariat Arekmane dans la province de Nador, les fondations de certaines habitations, qui ont été construites il y a une trentaine d'années à une cinquantaine de mètres loin du trait de côte, sont actuellement envahies par l'eau.

Cette érosion risquerait de s'amplifier dans le futur avec l'élévation potentielle du niveau marin et avec des interventions humaines qui limiteraient les apports continentaux qui alimentent les plages en sédiments. Ce qui a fait dire dernièrement à la directrice exécutive du programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la Tanzanienne Anna Tibaijuka, qu'il est urgent de préparer les villes côtières à la montée annoncée des océans.

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT

Lundi 22 décembre 2008

Accueil > Edition du 30 novembre 2008

L'info. au quotidien

> FAIT DU JOUR

   **Atelier international sur les changements climatiques à Marrakech (Maroc)**

Le Maghreb en panne de stratégie

Tourisme, santé, pêche, agriculture... Face aux changements climatiques, exposés aux influences du climat océanique et du désert, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie présentent la même vulnérabilité.



Marrakech. De notre envoyée spéciale

Leurs secteurs agricoles et leurs ressources en eau sont déjà fragilisés par le réchauffement global et ses manifestations futures risquent de constituer une menace pour leur développement durable. Parce que le changement climatique ne s'exprime pas de la même manière en Afrique qu'au Maghreb – et pour l'instant, les modèles climatiques ne sont pas assez fins pour faire une différence – l'université Cadi Ayyad de Marrakech et le Centre du développement du Tensift (au Maroc) ont organisé, mercredi et jeudi derniers, un atelier international sur les spécificités de l'adaptation à ces changements en Afrique du Nord. Plus de soixante-dix participants du Maghreb, mais aussi de Belgique, d'Allemagne ou encore des Etats-Unis se sont retrouvés pour débattre et élaborer des recommandations. Et ces échanges ont soulevé une question : les micro-projets réalisés à l'échelle locale – aménagement de petits barrages pour améliorer l'approvisionnement en eau des populations rurales marocaines, réhabilitation du palmier dattier en Tunisie, système de recyclage naturel des eaux usées dans des villages algériens – et présentés dans le cadre d'une lutte contre les changements climatiques émanent-ils d'une vision globale sur le sujet ?

A quelques jours de la conférence climat des Nations unies à Poznan (1er-12 décembre) qui doit enclencher le compte à rebours vers un nouvel accord de lutte contre le réchauffement pour fin 2009 à Copenhague, les pays du Maghreb sont-ils en mesure de formuler une stratégie régionale ? Les spécialistes de l'atelier, interrogés sur la question, reconnaissent tous que non. « Il y a eu une dynamique forte dans les années 2002/2003, explique Abdelaziz Yahyaoui, enseignant en changement climatique à la faculté de Marrakech, mais depuis, cet élan est retombé. Le Maroc en est encore au stade du constat. Les interventions politiques se font ponctuellement, par exemple lorsqu'il faut dégager des fonds après une catastrophe naturelle. Le pays a du mal à retenir une équipe dans une structure, le travail n'est pas valorisé et même les institutions scientifiques ne s'impliquent pas. » Pour une autre enseignante, Algérienne, la situation est la même chez nous. « Tout le Maghreb a les mêmes besoins en techniciens pour mener des études, en financement pour réaliser ces études et en systèmes de veille pour compiler des données. » Abderrahmane Ait Lhaj, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique au Maroc, ajoute : « Si la problématique a une bonne visibilité au niveau mondial, à l'échelle locale, les décideurs n'ont pas forcément le bagage pour traduire tout cela en termes de projets pour les communautés. Mais on tend vers cela, les bailleurs de fonds préfèrent de plus en plus financer des projets très régionalisés : Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, ils ont perçu l'importance du particularisme, alors que les modèles climatiques ne sont encore que globaux sur le continent. La communauté scientifique fournit pourtant, depuis quelques années, de gros efforts. Les Marocains qui, par exemple, ont étudié les changements climatiques spécifiquement sur le nord-est du pays (chez nous, une étude à l'échelle d'Oran devrait donner des résultats d'ici à la fin de l'année), sont allés à la rencontre de la population pour cerner leur conception du problème ou encore analyser leurs émissions en CO2 sur vingt-cinq ans. Mais rien n'est réellement coordonné au niveau régional. L'Observatoire pour le Sahel et le Sahara rencontre des difficultés pour unifier la collecte des données en Afrique du Nord. Du côté des politiques, les seuls à avoir pris des mesures concrètes sont les Tunisiens qui, depuis 2002, ont adopté une stratégie « agriculture et changement climatique » (voir interview). « Ils sont clairement mieux organisés que les Algériens et les Marocains, reconnaît un expert, ils coordonnent mieux leurs actions et sont très forts pour décrocher des financements. » Mohamed Senouci, expert algérien du Groupement intergouvernemental sur les changements climatiques, nuance : « Nous sommes dans la première phase d'une nouvelle tendance. Les changements climatiques ne sont plus l'affaire des climatologues. On leur a demandé de répondre à la question "est-ce que le climat a changé ?" et maintenant qu'ils ont dit oui, on leur demande si cela va bouleverser les plantes à un endroit, les invertébrés à un autre... Mais ce n'est pas aussi facile, car ces questions font appel à d'autres sciences, dont les climatologues ne maîtrisent pas les modèles. » Si les chercheurs savent coupler les modèles climatiques à l'hydrologie, ils ne savent pas encore le faire avec la faune ou la flore.

Il est encore impossible de prédire l'impact d'un climat régional sur une famille d'espèces. « La chasse aux indicateurs est donc ouverte », poursuit Mohammed Senouci. « Il faut attendre que chacun, dans son mètre carré, fasse son étude pour que les biologistes et les agronomes produisent un schéma conceptuel. Dans quatre ou cinq ans, si la recherche s'organise de manière cohérente, on saura à peu près comment le climat va déstabiliser tel ou tel système. Et à ce moment-là seulement, on pourra faire intervenir les économistes et les politiques... »

Par Mélanie Matarese

